

Commerce biologique éthique : un effort de collaboration



Producteurs de graines de melon Kalaharia en Namibie

Rik Kutsch Lojenga de l'Union pour le Commerce Bio Éthique décrit cette nouvelle organisation partenaire et certains des défis auxquels font face ses membres.

L'Union pour le Commerce Biologique Éthique (UEBT pour les sigles en anglais) est une association récemment créée qui promeut « l'approvisionnement avec respect » d'ingrédients dérivés de la biodiversité autochtone. L'UEBT rassemble une grande variété d'acteurs y compris des multinationales, petites compagnies, communautés de producteurs, ONG, organisations gouvernementales internationales et agences gouvernementales.

Les membres négociateurs de l'UEBT se sont engagés à établir, sur une période de temps définie, des pratiques d'approvisionnement qui valorisent la conservation de la biodiversité, respectent les connaissances traditionnelles et assurent un partage équitable des bénéfices tout au long de la chaîne logistique, des producteurs aux fabricants des produits finis. Les membres négociateurs incluent les ramasseurs, les cultivateurs, les compagnies de transformation et les fabricants de produits finis. L'UEBT a aussi des membres affiliés qui ne sont pas directement impliqués dans

les activités commerciales mais appuient les principes de commerce biologique éthique et cherchent à promouvoir et favoriser de telles pratiques. Ces membres incluent l'UICN, la Fondation des Nations Unies, PhytoTrade Afrique et les programmes nationaux de Commerces Biologiques de l'Ouganda et du Pérou.

Un système de vérification guide les membres vers la conformité avec les Critères et Principes de Commerce Biologique Éthique, qui découle des Critères et Principes de Commerce Biologique développés par la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Le système de vérification utilise des auditeurs externes, y compris ceux qui sont accrédités par le FSC.

Il existe une forte reconnaissance du rôle du commerce éthique comme une stratégie de développement durable. Les gouvernements de nombreuses régions riches en biodiversité ont intégré le concept dans leurs stratégies nationales de biodiversité, plans de développement nationaux et accords

régionaux. De plus, certains membres affiliés de l'UEBT cherchent activement à intégrer le secteur privé dans les efforts de développement des pays ou régions à riche biodiversité.

Cependant, il y a encore de nombreux défis à venir. Par exemple, les membres négociateurs qui relève le défi de mettre en place les pratiques de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) en relation avec la conservation de la biodiversité ou le partage des bénéfices sont souvent frustrés de rencontrer peu de clarté légale et un terrain inégal. Bien qu'à travers la CDB, les principes de base de l'accès et du partage des avantages (APA) ont été reconnus à niveau international, ils demeurent amplement ignorés au niveau national. Même dans les quelques pays qui ont légiféré sur l'APA, les processus sont souvent longs et complexes et les agences gouvernementales correspondantes manquent de moyens pour mettre en pratique la législation. De plus, certaines compagnies cosmétiques membres de l'UEBT se sont rendues compte que les ingrédients naturels sont parfois définis comme ressources génétiques (et donc sous les règles de l'APA), et à d'autres moments sont considérés comme des ressources biologiques, sujettes à un régime légal différent.

Un autre défi est la connaissance toujours limitée des consommateurs sur l'importance de la biodiversité. En s'intégrant à l'UEBT, les petites et moyennes entreprises des pays en développement attendent d'obtenir l'accès à de nouveaux acheteurs pour des produits d'origine éthique. Certaines de ces plus petites compagnies, membres fondateurs, se sont récemment retirées de l'UEBT, étant donné que les coûts inhérents à la mise en place des engagements de l'adhésion excédaient les bénéfices financiers. Bien qu'il y ait un intérêt accru pour les produits de phytothérapie dans l'industrie, il existe toujours une faible reconnaissance de la part du marché des efforts liés à la biodiversité et des problèmes liés à l'APA.

Pour traiter l'ensemble des problèmes qu'implique le commerce biologique éthique, différents partenaires doivent être

(Lire la suite en page 17)

2. nouvelles en bref

les experts ont averti que de tels changements de frontière induits par les changements climatiques dans d'autres endroits du monde pourraient déclencher de violents conflits. « Je pense que c'est fabuleux que ces deux pays parlent d'ajuster leurs frontières », dit Mark Zeiton de l'Université d'East Anglia, Royaume-Uni, un expert en gestion de ressources internationales et conflits. « Dans d'autres endroits du monde, on observe une attitude beaucoup plus nationaliste ».

Source: www.newscientist.com, 27 mars 2009.

3. Mont Elgon

de suivi et de planification communautaires ont été adoptées par plusieurs partenaires, notamment KACODA, KADLACC et les dirigeants locaux. Ces partenaires ont indiqué que le niveau d'engagement communautaire créé à travers l'utilisation de ces approches est sans précédent et améliorera non seulement leur travail mais aussi les buts de l'initiative LLS.

Nous sentons que c'est un très grand pas pour forger des partenariats efficaces au niveau local. La prochaine étape sera d'impliquer les niveaux nationaux et internationaux.

Contactez: Barbara Nakangu, Barbara.nakangu@iucn.org

Trois membres de l'UICN sont impliqués dans le travail au Mont Elgon – l'Autorité de la Faune Ougandaise, les Services de la Faune du Kenya et le gouvernement de l'Ouganda à travers le gouvernement du district de Kapchorwa.

4. Une approche cosmétique ?

En conclusion, les partenariats communautés-entreprises en Amazonie ne sont pas une panacée. Ils peuvent fournir davantage de bénéfices que les formes traditionnelles de commercialisation des produits forestiers non ligneux en Amazonie, et peuvent aussi améliorer l'accès au marché. Pourtant, ils n'ont pas encore démontré pouvoir transformer de manière substantielle les conditions de vie des communautés.

Contactez: Carla Morsello, morsello@usp.br

Carla est coordinatrice du projet de Partenariats Forestiers à l'Université de Sao Paulo, Brésil. Ce projet a pour objectif d'évaluer les opportunités et les problèmes associés aux partenariats commerciaux de PFNL entre les communautés et les sociétés. Pour plus de détails, visitez www.parceriasflorestais.org.

5. Commerce biologique éthique

impliqués à différentes étapes de la chaîne logistique. Un domaine dans lequel les membres de l'UEBT bénéficieraient grandement d'un appui complémentaire concerne leurs efforts visant à développer des pratiques de récolte durable, de suivi et d'évaluation, et de gestion adaptative. Nous espérons que les organisations membres de l'UICN s'uniront à l'UEBT pour partager leur expertise et pour appuyer ses membres.

Clairement, l'approvisionnement éthique de la biodiversité est un processus d'apprentissage pour toutes les organisations impliquées. Dans un entretien avec la CDB, Rodolfo Guttilla, Vice-Président du Conseil de l'UEBT et Directeur Exécutif de Natura Cosmetics S.A. a remarqué à ce propos que l'UEBT a été créé « avant tout parce que nous nous aventurons tous sur un nouveau terrain et nous pensons que le chemin sera plus facile en compagnie des autres ».

Contactez: Rik Kutsch Lojenga, rik@ethicalbiotrade.org ou visitez www.ethicalbiotrade.org.

6. En construction

d'un réseau de partage d'informations plus global de praticiens et de décideurs politiques.

Plus il y aura de diversité de sites et plus l'engagement envers le réseau d'apprentissage sera important, plus les contributions aux débats sur la politique forestière et au but ultime de restauration efficace des paysages forestiers seront importants.

Si vous travaillez avec des approches de paysages ou sur la restauration de paysages forestiers et que vous vous sentez attiré par cette expérience de partage d'apprentissage, veuillez contacter Cora van Oosten (cora.vanoosten@wur.nl, (Wageningen International) ou Carole Saint Laurent (CarSaintL@bellnet.ca) (GPFLR, UICN) afin de contribuer à mettre en place ce processus d'apprentissage.

7. Partenariats pour l'innovation

émergents. Cela signifie que l'importance des partenariats pour l'innovation est plus importante que jamais. La nécessité de rassembler des participants qui couvrent un large éventail, depuis la science des frontières jusqu'aux acteurs locaux, n'a jamais été aussi essentielle. L'UICN est fortement engagée dans son rôle d'organisateur et de facilitateur de ces partenariats.

Contactez: Jeff Sayer, jeff.sayer@iucn.org.

9. reportage

qu'un véritable changement politique. Dans ce pays, beaucoup d'institutions ont des intérêts et des agendas qui se chevauchent. Plusieurs ONG, par exemple, ont formé un groupement de plaidoyer environnemental, *Amigos da Floresta*, comme un débouché pour les préoccupations du public. Pendant ce temps, les communautés locales ont mis en place de simples concessions de bois certifiés ou des entreprises d'écotourisme, et le gouvernement travaille aussi avec des compagnies de bois traditionnelles pour créer des associations industrielles provinciales.

C'est cet élan local et cette construction de consensus qui fournissent des informations et qui formeront aussi un partenariat national et au bout du compte un partenariat international croissant.

Il existe aussi une valeur ajoutée potentielle en aval du travail réalisé au niveau international, par exemple, en développant des portfolios d'investissement forestier, des groupes de travail qui se partagent des thèmes prioritaires et le développement d'un secrétariat minime pour appuyer le travail du GFP.

Une chose est certaine, le GFP évolue en un processus qui facilite le changement. Son accent sur, et sa réponse à, des consensus définis localement, garantissent qu'il peut éviter des approches passe-partout à une inquiétude urgente globalement. Le GFP créera un processus suffisamment solide pour qu'une gamme d'institutions et d'acteurs puissent comprendre leurs agendas mutuels, développer des alliances sur un terrain commun et faire le type de bruit uni que les grandes compagnies et les gouvernements ne peuvent pas ignorer.

Contactez: Barbara Kiser, Barbara.Kiser@iied.org